

LE 10^{ème} HOMME

Son devoir est de penser différemment

20 avril 2019

Union Européenne entre protectrice et productrice de désinformation

Par Bill Wirtz



Crédits photos: maxuser / Shutterstock.com

INTRODUCTION

L'élection de Donald Trump, le Brexit, l'euro-scepticisme de l'Europe centrale, les critiques envers l'euro, les gilets jaunes : si on croit ce que nous disent les chroniqueurs de la presse mainstream, tout est dû à la fausse information.

Avant d'avoir commencé à écrire cette lettre, j'ai regardé un reportage de la ZDF, la télé publique allemande. Selon le réalisateur, le Brexit serait de la faute de l'algorithme Facebook, utilisé de façon intelligente pour manipuler les masses. Que des années de déficit démocratique, de contributions nettes du Royaume-Uni à une UE au dysfonctionnement chronique, une politique commune de la pêche (PCP) qui a mis en faillite les pêcheurs de l'Angleterre du Nord ou l'arrogance des élites bureaucratiques à Bruxelles, pourraient aussi avoir eu un rôle dans le vote du Brexit semble échapper au journaliste allemand.

En présentant ces mouvements comme résultat d'un endoctrinement par des sources financières opaques ou par des Etats autocrates, **on essaie de les priver de légitimité**. On ne souhaite pas remettre en doute les politiques poursuivies depuis des décennies et on préfère simplement **diaboliser les opposants politiques et les présenter comme des manipulateurs**.

L'Union européenne se dit très concernée par le danger que représente les fausses nouvelles et proposent des discours politiques et des solutions législatives qui devraient nous faire réfléchir. Les vérités contrôlées par l'Etat et coordonnées par un "ministère de la vérité", ce n'est plus une idée alarmiste : c'est devenu une réalité.

Sommaire :

- Le programme de l'UE pour lutter contre la désinformation
- Les pratiques orwelliennes qu'elle a déjà mises en œuvre
- "EUvsDisinfo" : les vérificateurs de faits partiels !
- Ce que vous pouvez faire pour vous protéger

Le programme de l'Union européenne

5 décembre 2018 - Le Commissaire européen à la Sécurité de l'Union, le britannique Julian King, [a présenté](#) un programme pour donner les détails de la campagne "**EUvsDisinfo**" (l'Union européenne contre la désinformation). Je vais vous détailler ce programme dans le chapitre suivant, mais tout d'abord un bref rappel historique des précédentes actions de l'Union Européenne pour la lutte contre la désinformation :

- **Mars 2015** - création de la "EEAS East StratCom Task Force", une agence pour contrer la désinformation, créé en réaction à l'invasion de la Crimée par la Russie
- **Avril 2016** - création du cadre commun pour la lutte contre la guerre hybride (stratégie militaire qui mêlent la guerre conventionnelle avec des outils comme la cyberguerre, la diplomatie ou les fausses informations)
- **Printemps 2018** - Augmentation importante des campagnes de lutte contre la désinformation
- **Septembre 2018** - Communication sur le maintien d'élections libres en Europe et création du code de pratiques contre la désinformation

Dans la communication du 5 décembre, la Commission européenne nous explique quels efforts vont être exercés sur les géants des réseaux sociaux afin qu'ils censurent d'avantage les fausses informations. En gros, l'UE a demandé aux groupes Facebook, Google, Twitter, etc. d'établir un code "volontaire" pour lutter contre ce qu'elle ne veut pas entendre les fake news.

En même temps, elle explique dans ce rapport intitulé "[Lutter contre la désinformation en ligne : une approche européenne](#)" :

"Au plus tard fin 2019, la Commission procédera à une évaluation globale au terme de la période initiale de 12 mois du code. Si les résultats devaient se révéler insatisfaisants, elle pourrait proposer d'autres mesures, y compris de nature réglementaire. "

Si vous n'êtes pas encore familiarisé avec le processus de réglementation de l'Union européenne, voilà un très bon exemple : vous voulez réguler, alors vous donnez tout d'abord **un objectif inatteignable aux entreprises** et un créneau de mise en œuvre ingérable afin de leur demander de s'autoréguler, et comme ces entreprises n'y arriveront pas, vous dites "Vous voyez, le marché libre ça ne marche pas. Il faut donc réglementer en créant une nouvelle bureaucratie !"

C'est ce qu'on appelle **une prophétie auto-confirmative** qui marche dans tous les cas.

Pourquoi ces objectifs sont inatteignables ?

Voyez plutôt ce que l'UE exige de ces plateformes :

A. Le contrôle des placements de publicité

Interrompre la publicité et les incitations à la monétisation pour les comportements en cause (= les informations jugées fausses) -

Bruxelles veut des résultats quantitatifs en demandant que les plateformes indiquent le nombre de comptes supprimés, les mesures qui ont été prises pour "rétrograder" les "pièges à clics" et le nombre de sites web bloqués.

L'objectif chiffré n'étant pas donné, l'UE pourrait tout à fait évaluer que les plateformes ont supprimé un nombre insuffisant de comptes et de publicité.

B. Supprimer la publicité à caractère politique engagée

Bruxelles demande d'indiquer le pourcentage de publicité à « caractère politique » et de supprimer toutes les publicités qu'elle qualifie de « non-transparente ».

Au-delà de la difficulté de déterminer ce qui est politique ou non, transparent ou non, on voit déjà cette volonté européenne, dans une première phase, de connaître toute l'information en circulation (avant de pouvoir la contrôler).

C. Veiller à "l'intégrité des services"

Bruxelles demande la mise en place d'un système qui indique clairement que certains comptes sont des "robots informatiques" qui visent à créer de la désinformation.

A noter : elle demande d'**indiquer les robots**, sans donner une définition d'un robot. Une personne qui programme ses messages est-il un robot ? Aucune réponse n'est donnée à cette question.

D. Créer un utilisateur "responsable"

Bruxelles demande de coopérer avec des "vérificateurs de faits" (fact checker) pour informer les utilisateurs sur la réalité. Elle ne donne pas d'idées de qui il s'agit, mais le chapitre prochain vous donnera une idée. Et ça fait clairement peur.

E. Intégrer la communauté de recherche

Bruxelles veut que les réseaux sociaux prouvent dans des rapports réguliers qu'il se sont inspirer de ces "vérificateurs de faits" dans leur travail.

28 février 2019 - La Commission européenne publie [un communiqué de presse](#) dans lequel elle explique que les efforts des géants du net ne sont pas suffisants (seulement trois mois après la publication de leurs demandes mégalomaniques !). Facebook est critiqué car le site n'a pas communiqué le nombre de comptes supprimés (on veut que tous ces anti-Européens et que ces russes embusqués soient censurés !). Google n'a pas démontré tous les efforts demandés contre la publication de fausses nouvelles. Twitter n'a pas du tout fait son travail, nous dit la Commission européenne, car les publicités politiques ne sont pas assez contrôlées.

18 mars 2019 - La Commission présente son "système spécifique d'alerte rapide" contre la désinformation. Le but : se protéger directement contre les attaques "**contre les valeurs de l'Union Européenne**" à travers le partage d'informations entre les Etats membres. L'annonce est [félicitée par le Conseil européen](#), mais il n'est pas clair **qui** mène ce système et **quelles** informations seront partagées entre les Etats.

Nous voyons donc au travers de ces événements que l'UE avance en marche rapide pour contrôler les médias sociaux. Trois mois après avoir fait part de ses exigences auprès des GAFA, elle dresse déjà un bilan mitigé. Pourquoi un délai si court ?

La raison est simple : les élections européennes se rapprochent et il faut absolument intervenir le plus tôt possible pour éviter un raz-de-marée eurosceptique.

Mais j'aimerais maintenant dédier un chapitre au groupe de vérificateurs de faits européens qui, si on suit la direction empruntée, pourrait se voir confier des tâches bien plus grandes dans le futur.

"EUvsDisinfo" : les vérificateurs de faits partiels !

Après l'invasion de la péninsule de Crimée en Ukraine par la Fédération de Russie en 2015, l'Union européenne a identifié la menace de la désinformation de Moscou. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine au sujet des régions séparatistes et pro-russes de l'Est de l'Ukraine, qui a suivi l'annexion de la Crimée, a incité Bruxelles à vérifier les informations en ligne afin d'éviter les sentiments pro-russes.

En conséquence, la Commission a créé le site web www.euvsdisinfo.eu. Le site est conçu pour démasquer les fausses nouvelles en provenance de Russie et les bonnes pratiques pour se protéger des fausses informations.

En pratique, cela signifie que les bureaucrates de l'UE sont chargés de gérer une agence de vérification des faits, avec tous les conflits de partialité que cela entraîne.

La chaîne britannique Channel 4 News [s'est penchée](#) sur les motivations de l'EUvsDisinfo, et a trouvé des déclarations intéressantes venant de Bruxelles.

"En septembre, des journalistes de toute l'Europe se sont réunis à Bruxelles pour discuter de la vérification des faits. De nombreux fonctionnaires de l'UE ont profité de l'occasion pour donner leur propre avis sur les fausses nouvelles.

Certains d'entre eux croyaient clairement que la lutte contre la désinformation était en fait une lutte contre les eurosceptiques. Ils ont vu leur mission dans ce combat comme la défense de l'UE et de ses institutions."

Pour les fonctionnaires de l'UE, l'objectif est **d'éviter la "destruction de l'Union européenne"** et cela va bien au-delà de la lutte contre les fausses nouvelles russes en tant que telles. Channel 4 a également continué de le signaler :

*"Le vice-président a admis qu'il "pourrait être accusé d'essayer de faire de la propagande institutionnelle au nom de l'Union européenne". Mais il a affirmé que, face aux "divisions semées par les populistes et les nationalistes, à travers un discours de haine, de mensonges, de demi-vérités et de mensonges avérés", l'UE a "le droit légitime de **défendre l'unité des citoyens européens**".*

La commission des pétitions du Parlement européen [appelle même](#) à "lutter contre les fausses nouvelles et toute rhétorique populiste, à promouvoir l'éducation et le pluralisme des médias et nous estimons que les médias publics et privés devraient diffuser les points de vue des députés d'une manière qui assure objectivité et pluralisme ".

Quelques exemples frappants de partialité

En janvier 2018, deux sites web néerlandais ont découvert qu'ils avaient été étiquetés comme "fausses nouvelles" par EUvsDisinfo. Les sites web eurosceptiques avaient critiqué la politique ukrainienne et ont par la suite été qualifiés de fausses nouvelles par le site de l'UE (juste en raison de leur critique politique), qui **n'a pas voulu retirer son article**.

EUvsDisinfo [a donc été citée à comparaître](#), avec le juge expliquant que les raisons données par l'Union européenne sont "**absolument incompréhensibles**" et indique que même après la plainte, l'agence n'a toujours pas voulu comprendre son erreur.

Soyons clairs : un site web "vérificateur de faits" créé et payé par l'UE n'est pas prêt à arrêter de dissiper des fausses nouvelles... vu qu'ils en produisent eux-mêmes.

L'affaire était d'autant plus effrayante car les sites web qualifiés de fausses nouvelles seront enregistrés dans une base de données et généralement marqués comme étant à l'origine de la désinformation.

En novembre dernier, EUvsDisinfo a "vérifié" un article de presse russe affirmant que Emmanuel Macron avait exhorté les États membres de l'UE à renoncer à leur souveraineté.

[EUvsDisinfo argumente](#) que le président français n'a pas exhorté les pays de l'UE à abandonner leur souveraineté mais à s'unifier afin d'éviter que l'Europe sombre dans le chaos. Cependant, Macron a clairement dit dans son discours :

"Nous [les membres de l'UE] devons partager, mettre en commun nos décisions, nos politiques en matière d'affaires étrangères, de migration et de développement, une part croissante de nos budgets et même des ressources fiscales, et construire une stratégie de défense commune."

Alors est-ce une fausse nouvelle (désinformation) ?

La déclaration est certes sujette à interprétation, mais il ne s'agit pas de fausse nouvelle de qualifier cela comme un appel à l'abandon de la souveraineté. Macron exhorte bel et bien les pays à confier certaines décisions à l'Union Européenne.

Qualifier ce discours d'un appel à « l'unification des décisions » ou à « renoncer à sa souveraineté » n'est qu'une question de rhétorique politique et non d'un mensonge.

On voit par cet exemple que ce groupe de « vérificateurs de faits » **cherche avant tout à décrire toutes les idées politiques critiques envers l'UE comme des fake news.**

En conclusion

Ce que cela vous coûte

- Les systèmes de lutte contre la désinformation vous coûtent aujourd'hui millions d'euros par an. Les prochains budgets promettent d'être bien plus élevés.

En quoi ça consiste

- Des communiqués de presse,
- Des lois en développement,
- Un site web et une dizaine de fonctionnaires occupés à plein temps de juger des articles selon leur propre biais de perception et leurs objectifs politiques.

Quel résultat

- Un jugement institutionnel partial de l'UE sur ce qu'est une bonne et une mauvaise nouvelle.
- Une menace claire de réduire au silence tous les avis qui ne leur conviennent pas.
- Un appel clair à la censure.

Comment se protéger ?

- Évitez de vous informer uniquement par les médias publics : ils ne font que répliquer les communiqués de presse de l'UE.
- Diversifiez vos sources d'informations un maximum
- Si vous devenez victimes de censure politique : réclamez vos droits (restants) en justice. Vous avez pu voir que les médias néerlandais visés par l'office de la vérité européen ont pu faire reconnaître leurs droits.